LIBERTÉ ÉGALITÉ.

CITOYENS REPRÉSENTANS,

Le bonheur de la Républiqne vous est confié ; les sections et les sociétés populaires font une partie des citoyens dont il vous est donné de faire le bien. Organes de nos commettans, les quarante-huit sections et les sociétés populaires de la commune de la cité de Paris vous demandent, par la voix de leurs commissaires respectifs, une loi pour anéantir et supprimer tous les soumissionnaires de la République, qui, par des manœuvres astucieuses, se sont introduits dans les fournitures de l'équipement des troupes.

Législateurs, par la sagesse de vos décrets, vous avez mis sous la loi de la mort les tyrans et les monstres qui vouloient détruire les fondemens de la République, et le glaive de la justice continue d'être suspendu sur toutes les têtes coupables.

Législateurs, vous avez judicieusement rendus des décrets contre tous les accapareurs et contre tous les sangsues d'un peuple immense, et aujourd'hui les accapareurs et les sangsues du peuple, pour se soustraire à la punition prononcée contr'eux, se sont repliés, et, par des manœuvres adroites,

ont couru en foule, soit au comité des marchés, soit chez le ministre de la guerre, soit enfin à l'administration de l'équipement, faire des propositions; les uns se sont offerts de fournir les chemises, les guêtres, les sacs, les pantalons; et les autres l'habillement et tout ce qui est nécessaire à l'entretien des armées. Les marchés de ces fournisseurs ont été conclus; voilà donc ces accapareurs et ces sangsues du peuple à l'abri de toutes recherches et de toutes punitions. Les magasins immenses que leur cupidité et leur agiotage ont remplis, sont actuellement à couvert. Qui souffrent de tous ces fournisseurs? C'est la République, c'est les artistes indigens, ce sont les ouvriers sans fortune, qui, pour manger du pain, sont forcés, par le besoin de la vie, d'aller chez ces égoïstes demander de l'ouvrage pour le confectionner à vil prix; ces infortunés, après un travail laborieux, mangent du pain en l'arrosant de leurs larmes.

Législateurs, pour remédier à ces maux qui sont incalculables, que votre décret contre les accapareurs soit mis en exécution sans aucune réserve; que votre décret qui a mis tous les draps, les toiles en réquisition, soit exécuté dans toute la rigueur; que toutes les marchandises nécessaires à l'entretien et à la fourniture des armées soit

versé, sans délai, dans les magasins des administrations, afin que ces marchandises fussent réparties dans les atteliers de la république qui font les soutiens des bureaux d'habillement des sections, qui sont établis conformément à votre décret du 30 août dernier, vieux style. Pour confectionner les ouvrages, ne seront pas dans l'inaction une grande partie du temps, et les ouvriers, qui sont les péres, les mères, les frères, les sœurs, et enfin les parens des défenseurs de la patrie seront en activité, et le pain qu'ils mangeront ranimera leurs sentimens républicains.

Législateurs, tous les monopoleurs soumissionnaires concluent des marchés, et ils en font tous les jours ; ce qui fait que les atteliers ne sont point fournis et que les ouvriers des sections ne font rien. Ces marchés paroissent être à l'avantage de la république, et ils ne le sont pas, et malgré ce, ces monopoleurs font retomber sur les infortunés tout le poids de leur cupidité; deux faits vont vous le prouver : ils ne rougissent pas, ces tyrans de l'humanité, de ne payer que 16 et 18 sous pour confectionner une paire de guêtre, et de ne payer la confection d'une chemise que 10 à 12 sous; presque la moitié de ce prix est pour payer le fil qui y est employé, tandis que ces sou

150

missionnaires en reçoivent 30 s. de la république.

Législateurs, pour ne point retarder vos grandes délibérations, nous ne vous donnerons point d'autres apperçus, parce que vos lumières vous feront connoître le surplus, et l'abus qu'il y a d'accepter des marchés de tous ces intrigans qui ne cherchent qu'à s'enrichir aux dépens de la république et des ouvriers infortunés.

Législateurs, nous vous demandons donc une loi qui anéantisse pour jamais tous ces monopoleurs et ces soumissionnaires, sans qu'ils puissent, sous quelque prétexte que ce soit, trouver aucun moyen de relever la tête. Le commerce reprendra sa vigueur, et les ouvriers et les ouvrières recevront le juste salaire de leurs travaux, et tous les bons républicains vous diront ce qu'ils vous ont déjà dit, que la Montagne est le soutien intrépide de la République, et du haut de cette Montagne nous crierons tojours : vive la République !

DARROUX,
Préſideut de la Société populaire de l'Unité.

PARTENAY, secrétaire.

Lu à la société populaire, le 4 Pluviôse.

De l'Imprimerie de PRUDHOMME.